

L'ÉTÉ ● Roman « La Nuit du Renard », de Mary Higgins Clark. Page 9
 ● Série : terres de festival Un petit village du Pays Basque se mobilise pour monter sa « Pastorale » préparée et jouée par la quasi-totalité des habitants. Dernière page



LA CROIX

L'ÉVÈNEMENT

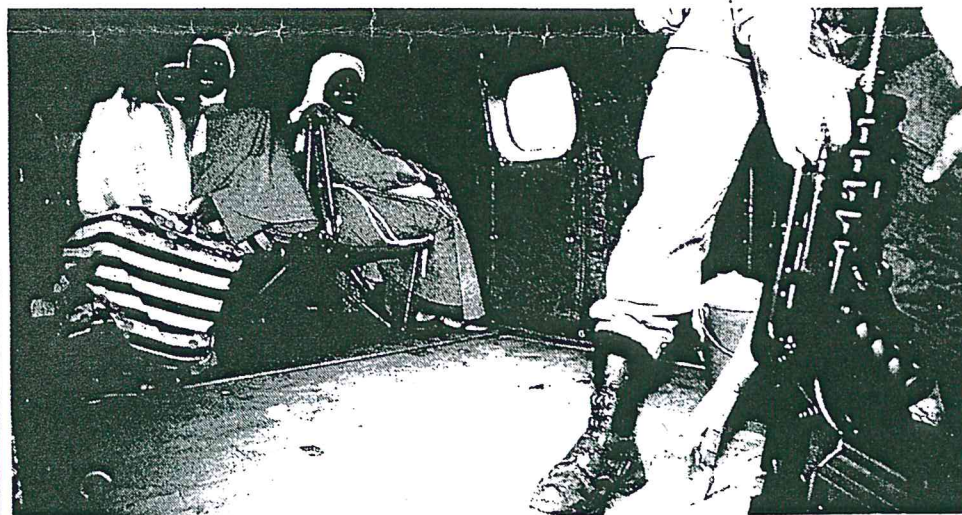
Jeudi 4 août 1994

Quotidien - 6 F - N° 33871

Rwanda

ÉGLISE : L'EXAMEN DE CONSCIENCE

Comment expliquer le déchaînement des violences dans l'un des pays les plus christianisés d'Afrique? Pages 2-3-4



Des religieuses évacuées par des soldats français. Comme l'ensemble de la population, l'Église du Rwanda a beaucoup souffert. Des diocèses ont perdu la moitié de leurs prêtres. (Photo Bassignac/Gamma.)

L'ÉDITORIAL

de Bruno Chenu

L'Église catholique devra méditer encore longtemps les leçons du drame rwandais. En Afrique évidemment, comme a commencé à le faire le synode du printemps dernier, mais aussi en Occident, puisque les évangélistes étaient les témoins de la chrétienté européenne. Certes, il faut se garder de surestimer le poids de l'Église dans la société rwandaise au cours des dernières années :

à la racine de la tragédie actuelle, il y a la pauvreté, l'analphabétisme, la démographie, la polarisation politique, le refoulement collectif à l'égard de « l'autre ». Les chrétiens les plus conscients ont bien perçu la dérive de la situation sans trouver les moyens de l'endiguer.

Puisqu'elle veut inscrire un message en terre africaine, l'Église ne peut manquer de s'interroger sur la manière dont elle a articulé parole sur Dieu et parole sur l'homme. Car là se situe une des originalités fondamentales du christianisme par rapport à toute autre démarche religieuse, et notamment par rapport à la religion tradi-

tionnelle africaine. Pour celle-ci, le Dieu créateur s'est éloigné des hommes qui restent cependant menacés par un monde invisible qu'ils cherchent à se concilier par la multiplication des rites à l'égard des esprits et des ancêtres. La solidarité est d'abord celle du clan et l'autre est toujours perçu comme une menace. Pour la foi chrétienne, Dieu s'est approché des hommes jusqu'à épouser leur condition, afin qu'en tout homme il puisse faire signe. Les liens du sang sont donc relativisés au nom d'une fraternité sans frontières qui fait de toute relation humaine le lieu, imprévisible

mais décisif, du salut (Matthieu 25).

En Afrique comme ailleurs, il ne suffit pas de parler du Dieu invisible et de mettre en place les sacrements de son culte. Il faut montrer comment le visage de Dieu révélé en Jésus-Christ est immédiatement la négation de tous les apartheid, de toutes les discriminations, de toutes les peurs entre les êtres humains. Apprendre Dieu, c'est apprendre l'homme. L'adoration de Dieu sans le respect du frère est un mensonge. Le culte de Dieu est aussi le culte de l'homme, parce que le premier et le dernier mot du christianisme est toujours : amour. B. Ch.

PROMENADES EN FRANCE



ISÈRE Plaines et collines de Saint-Antoine

● En voiture - à cheval - pour l'abbaye et le petit village (photo D. R.) qu'elle domine, comme une vieille couronne séculaire. Notre cahier central

FRAUDES Un rapport du service de la répression

● Un florilège d'abus qui explique bien des tracas du consommateur, au moment où certains commerçants indéliçats attendent le touriste. Page 4

BOSNIE Les Serbes gagnent du temps

● Le « Parlement » serbe bosniaque devait se prononcer sur le plan de paix. Jean-Paul II à Sarajevo en septembre? Page 5

FORUM Russie, miroir pour tous

● Le nouveau style des « nouveaux Russes » reste quelque chose de superficiel; ce pays a soif de profondeur. Par Jean-Yves Calvez. Page 14

Les prêtres réfractaires

● 254 prêtres réfractaires reposent dans l'île Madame, d'autres, dans l'île d'Aix. Chaque année, La Rochelle se souvient. Par M. Frisot. Page 14

Rwanda Comme l'ensemble de la population, l'Église du Rwanda a beaucoup souffert. Des diocèses ont perdu la moitié de leurs prêtres. Comment une telle violence a-t-elle pu se déchaîner dans un pays qui compte plus de deux tiers de baptisés? De toute évidence, l'évangélisation n'a pas atteint le pays en profondeur. De douloureuses interrogations se lèvent concernant l'Église et sa place dans l'histoire du pays

UNE ÉGLISE SOUS LES DÉCOMBRES

L'Église du Rwanda est à l'image de son peuple : décimée. Une centaine de prêtres auraient été tués au cours des massacres, dans une Église qui comptait avant les événements 621 prêtres, dont 370 Rwandais. Le bilan serait tout aussi lourd pour les communautés religieuses. Trois évêques sont morts, tués par des hommes du FPR le 3 juin (1). Fini aussi le respect de l'immunité qu'on accordait il n'y a pas si longtemps à ceux qui venaient trouver abri dans les églises : combien de réfugiés ont été éliminés sans pitié au pied même des autels?

Des diocèses comme Byumba, Nyundo et Gikongoro ont perdu plus de la moitié de leurs prêtres! De très nombreux catéchistes et responsables sont tombés eux aussi. Ces prêtres ou ces laïcs ont été massacrés pour diverses raisons : pour avoir caché des réfugiés, pour leur engagement en faveur des accords de paix, en raison de leur appartenance sociale (ou à éliminé les élites) ou ethnique.

Le pays le plus chrétien

Une tournée meurtrière a traversé un pays pour lequel on avait jadis parlé de « tornade » de l'Esprit-Saint, tant les conversions y étaient nombreuses... Avec plus des deux tiers de la population baptisés, le Rwanda était souvent présenté comme un des pays les plus chrétiens d'Afrique. Que s'est-il donc passé? Beaucoup de chrétiens s'interrogent aujourd'hui sur la profondeur réelle de l'évangélisation et sur les carences de l'Église catholique face à la situation politique.

Le P. Guy Theunis, Père Blanc, n'hésite pas à parler de « connivence entre le sabre et le goupillon ». On cite souvent le cas de l'archevêque de Kigali, Mgr Vincent Nsengiyumva, membre pendant de longues années du Comité central du parti unique, et de ses liens avec le président Habyarimana. « Cette collaboration existait en



Messe dans une église rwandaise. « L'Église et l'État avaient trop d'intérêts en commun », affirmait à notre journal le chef du Front patriotique rwandais, Paul Kagamé, très sévère pour l'Église rwandaise. (Photo Hien Lam-Duc/Équilibre.)

fait à tous les échelons de la hiérarchie, explique le P. Theunis. Voilà aussi pourquoi l'Église était si frileuse dans ses interventions concernant la justice, la paix et le développement. Son engagement était clair au niveau caritatif, mais rare au niveau structurel pour combattre les causes de l'injustice. « Ces liens avec le régime politique constituent une très grande faute, estime le P. de Boedts, jésuite dont la congrégation a payé un lourd tribut dès les tout premiers jours des massacres. Du coup, l'Église était si convaincue que tout allait bien qu'elle n'a pas réagi à temps à la dégradation de la situation avec son cortège de corruption et de justice expéditive. »

Les conflits ethniques rongent l'épiscopat

Ces dernières années, l'Église avait un peu évolué, no-

tamment depuis la visite du Pape en 1990. Un Comité de contacts avait été créé par les autorités catholiques et protestantes pour tenter une conciliation entre le gouvernement et le FPR. Des journaux chrétiens comme *Kinyamateka* ou *Dialogue*, des groupes comme Pax Christi se mobilisaient pour la paix. « La conscience en faveur de la paix et du développement de tous était en progrès au Rwanda, mais elle n'était pas encore la conscience commune », admet le P. Yann Lensen, supérieur régional des Pères Blancs au Rwanda.

L'autre mal vient des conflits ethniques. L'Église elle aussi était rongée par ces tensions, jusqu'à l'intérieur de l'épiscopat et du clergé - 7 des 9 évêques étaient hutu, environ 70 % des prêtres tutsi. Or « rares étaient les communautés qui osaient

faire une analyse et en parler », estime Guy Theunis. Le dialogue interne faisait d'ailleurs défaut de façon générale : « Les cadres vivaient coupés du peuple, les laïcs étaient peu consultés. » Même observation côté jésuite : « L'Église au Rwanda a toujours été assez cléricale. On n'a pas assez formé un laïcat responsable. »

Ce constat sévère mais réaliste ne doit cependant pas faire oublier tous les chrétiens qui n'ont pas hésité à cacher qui un voisin, qui des dizaines de personnes fuyant les tueurs. Les exemples ne manquent pas de ceux qui, pour rester fidèles à leur foi, sont d'ailleurs allés jusqu'à la mort (voir notamment nos éditions du 9 juin 1994). « Le sang des martyrs est semence de chrétiens », a rappelé le cardinal Etchegaray lors de

son passage dans le pays, citant Tertullien...

Actuellement, un grand nombre de prêtres, de religieux et de religieuses se trouvent hors du Rwanda. Ceux qui restent dans le pays, à l'intérieur de la zone contrôlée par le FPR, sont souvent consignés chez eux, voire rassemblés dans des camps (il y aurait environ 200 prêtres et religieuses rassemblés ainsi à Kinazi, au sud de Kigali). D'autres peuvent se déplacer librement.

Négocier avec le FPR pour reconstruire

« L'Église et l'État avaient trop d'intérêts en commun », affirmait à LA CROIX L'ÉVÉNEMENT le chef du FPR, Paul Kagamé, très sévère pour l'Église (nos éditions du 16 juillet).

Cette dernière s'interroge donc sur la place qui pourra être la sienne sous le futur régime. Pour prendre contact avec le nouveau gouvernement, le Vatican a mandaté à Kigali le P. Hoser, Père pallotin polonais. Il a nommé également un chargé d'affaires vietnamien, Mgr Pierre Nguyen Van Tot, qui arrivera au Rwanda dans la deuxième quinzaine d'août. Il aura pour mission de négocier avec le FPR les conditions concrètes dans lesquelles pourra se reconstruire cette Église effondrée.

Anne PONCE

(1) Mgr Thaddée Nsengiyumva, évêque de Kabgayi et président de la Conférence épiscopale; Mgr Joseph Ruzindana, évêque de Byumba, et Mgr Vincent Nsengiyumva, archevêque de Kigali.

« Trop proche du pouvoir »

INTERVIEW

André Guichaoua

Professeur à l'université de Lille, spécialiste du Rwanda

Quel a été le rôle de l'Église catholique au Rwanda ?

André Guichaoua : La stratégie des Pères Blancs au début du siècle relève d'une stratégie de quadrillage quasi militaire. Il s'agissait de s'implanter sur l'ensemble du territoire, d'en éliminer progressivement les rivaux protestants légués par l'Allemagne.

Dans ses missions, l'Église assurait à l'époque un véritable « contrôle des subsistances », la santé, l'éducation, les activités économiques, les stocks de vivres en période de disette et l'état civil. Elle assurait la quasi-totalité des fonctions dans un pays où l'administration belge disposait de moyens dérisoires. L'Église a ainsi progressivement substitué des autorités baptisées à l'ensemble des autorités traditionnelles.

- L'Église était donc un véritable État dans l'État ?

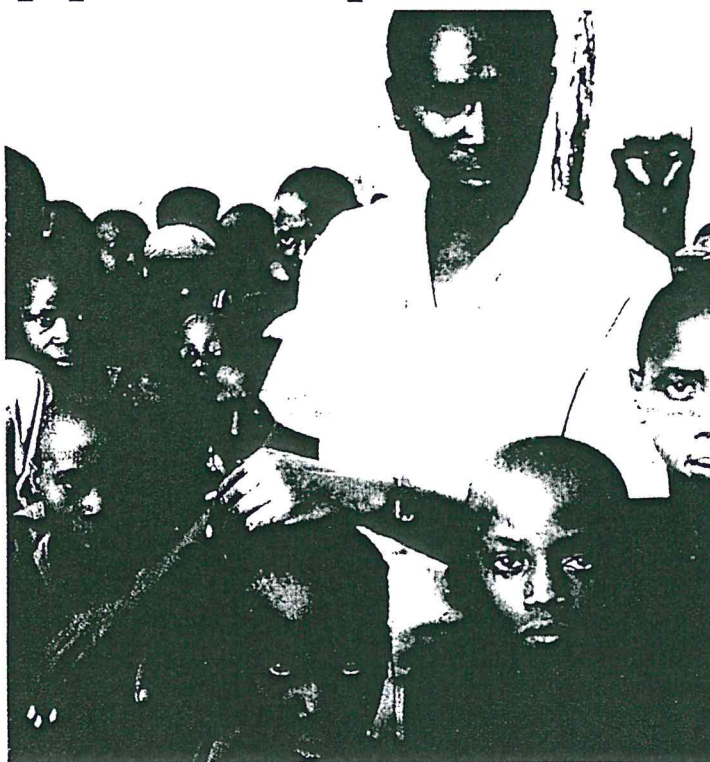
- Elle était une des composantes de cet État chrétien au sens strict. Elle a tiré sa force d'avoir été à la fois le bras agissant de l'État, effectuant son travail, tout en offrant, en même temps, en fonction de ses intérêts un recours à la population face aux abus des autorités

« L'Église témoignait de sa miséricorde sans jamais désavouer l'État »

civiles en terme d'impôts, de travail forcé, de déplacements de population. L'Église témoignait ainsi de sa miséricorde mais sans jamais désavouer l'État dont elle tirait sa substance. Une co-gestion complice du pays s'est instaurée, voulue par les autorités belges.

- Quelle a été l'attitude de l'Église au moment de la Révolution sociale de 1959 qui a vu le renversement de la monarchie tutsi ?

- La Révolution sociale de 1959 est le fruit d'une collaboration étroite entre l'Église catholique, les militants hutu et les autorités administratives belges (Mgr Perraudin et le futur président Grégoire Kayibanda sont étroitement associés). À l'époque, les élites princières, principalement tutsi, du Rwanda et du Burundi (1), avaient épousé le discours tiers-mondiste, revendiquant avec l'appui des Nations Unies l'indépendance pour leur pays. L'Église se sentant trahie par les princes qu'elle avait promus, a opéré alors une volte-face totalement opportuniste.



Un prêtre rwandais avec les enfants dans un camp. Actuellement, nombre de religieux et de religieuses se trouvent hors du pays. (Photo Hen Diem Duc Equilibre)

- L'Église renverse donc son appui ethnique, en soutenant désormais les Hutu ?

- Voyant qu'elle perd son contrôle sur les élites tutsi, elle se tourne vers les Hutu au nom du « choix de la justice ». L'Église dit s'appuyer sur les « plus faibles », c'est-à-dire la base paysanne qu'elle travaille politiquement et sur laquelle elle compte pour assurer la conservation de son pouvoir. Cette imbrication du politique se fait grâce au poids social et économique de l'Église qui est au Rwanda, après l'État, le premier propriétaire terrien, le premier investisseur, et le premier employeur. Toutes les élites du pays, celles de la 1^{re} République et le noyau central de la seconde, ont été formées dans les séminaires comme celui de Nyakibanda.

Après 1959, ce virage ethnique se traduit par l'introduction de quotas au grand séminaire à la demande de l'archevêché lui-même qui souhaite rééquilibrer la composition hutu au sein du clergé qui est à dominante tutsi même s'ils n'occupent par les postes clés de l'Église. Pourtant, elle n'a jamais réussi à mener ce projet à bien pour une raison simple : les Hutu qu'elle a promus s'évaporent dans l'appareil politique et économique.

- L'Église s'est-elle jamais remise en cause ?

- Il n'y avait pas vraiment de débat. Sur la question fondamentale du retour des réfugiés, elle a réussi à éviter de se prononcer pendant trente ans. Il a fallu attendre 1982 pour que la revue religieuse *Kinyamateka* (2) dise courageusement qu'au nom des droits de l'homme les

réfugiés devaient être autorisés à rentrer dans leur pays. Ils étaient alors des dizaines de milliers chassés d'Ouganda et parqués à la frontière du Rwanda qui refusait de les accueillir. Et ce n'est que début 1990 que l'Église a officiellement pris position sur cette question. Ce mutisme a prévalu dans tous les domaines. Il est frappant qu'au moment du coup d'État de Juvénal Habyarimana en 1973, l'Église soit restée silencieuse sur les massacres des dignitaires de la 1^{re} République. De même, le lobby caritatif et les missionnaires blancs sont fortement représentés parmi les 101 signataires expatriés de l'appel au soutien du régime Habyarimana.

- L'Église a-t-elle participé à la réconciliation dans ce pays ?

- Au niveau des communes et des paroisses, les mouvements coopératifs et les associations ont participé aux actions de conscientisation et de formation des populations. La JOC ainsi que des ONG ont participé au travail qui a débouché à partir de 1987 sur la revendication en faveur de la démocratisation et de l'émancipation. En 1990, des groupes encore très minoritaires au sein de l'Église ont abordé franchement le problème du multipartisme et de l'ethnicité. *Kinyamateka* servait de tribune pour ces débats. Ce qui explique que son rédacteur en chef soit mort dans des conditions non élucidées et son successeur, l'abbé André Sibomana (3), ait été menacé de mort à plusieurs reprises.

- Quelles étaient les relations entre l'Église et le FPR ?

- Son premier contact officiel avec le FPR a eu lieu en mai

1993 avec la visite de la mission Justice et Paix menée par Mgr Etchegaray et des membres de la hiérarchie catholique (voir ci-contre). Rôle qu'elle a payé par le massacre de prêtres en avril dernier.

- La hiérarchie hutu de l'Église rwandaise n'a-t-elle pas réagi ?

- Elle a manqué d'un discours clair. Les évêques partisans et les réputations étaient de toute façon trop marquées pour qu'elle soit entendue. Le constat est dur, une centaine de prêtres ont été massacrés par les milices hutu. Le FPR a, quant à lui, décapité la hiérarchie. L'Église a toujours été trop proche du pouvoir. Du fait de ces compromissions, elle n'a jamais eu à souffrir de son lien avec l'État. Pour elle, désormais, tout est à reconstruire.

Recueilli par Agnès ROTIVEL

(1) La presse belge de l'époque les qualifiait d'élites bolchevistes.

(2) Un bimensuel publié par l'Église catholique et dont le rédacteur en chef fut le président de la République Grégoire Kayibanda (1962-1973) grand ami de Mgr Perraudin.

(3) Vice-président du Clado, coordination des Ligues et associations des droits de l'homme et président de l'ADL (association rwandaise pour la défense des droits de la personne et des droits publics), il a été nommé secrétaire épiscopal de Kabgayi par Mgr Etchegaray.

ERRATUM Stefan de Mistura dirige l'équipe de l'Unicef et non de MSF comme indiqué par erreur dans nos éditions d'hier (p. 2). Il a été envoyé à Goma pour son expérience de lutte contre le choléra.

COMMENTAIRE

« N'ont-ils pas vu Dieu ? »

« Comment peut-on appartenir à la même communauté, partager les mêmes sacrements et se massacrer ainsi sans pitié ? De quelle évangélisation parlons-nous ? », se demandait un missionnaire des premiers jours de massacres au Rwanda. Tant de violences et de barbares, dans un pays qui comptait deux tiers de baptisés un siècle après l'arrivée des missionnaires : voilà qui pose, effectivement, une douloureuse interrogation. Stupeur d'une *Tanzanienne*, voyant arriver des réfugiés : « N'ont-ils pas vu Dieu là-bas ? » (Nos éditions du 15 avril 1994)

En fait, la même question peut se poser aussi pour nos pays de « vieille » évangélisation. Que dire des atrocités de la Seconde Guerre mondiale ou du taux d'avortements en Pologne, des conflits fratricides en Irlande ou en Bosnie ? Mais alors, quand peut-on dire qu'un pays est évangélisé ? À l'évidence, le nombre de baptêmes, de vocations ou d'écoles catholiques n'est qu'un piètre indicateur. C'est peut-être la sainteté qu'il faudrait mesurer. Au Rwanda, ces dernières semai-

nes, on ne peut nier que (belle-ci ait côtoyé le mal le plus grand.

Quelques exemples en témoignent (1). À Kibungo, le comté des chrétiens, principalement composé de Hutu, a capté son curé tutsi pendant plusieurs semaines, changeant sans cesse son lieu de refuge. Dorotheo Mutandanga, directeur de l'école des sciences infirmières de Kabgayi, Hutu, membre de Pax Christi, a refusé de laisser ses élèves seules avec les militaires. Elle a été assassinée. Ephrem, tutsi, juge incorruptible à Rutomo, adressa à ses assassins un mot de pardon et pria pour eux pendant qu'ils le tuaient.

Deux millénaires après la venue du Christ, « un regard d'ensemble porte sur l'humanité montre que la mission en est encore à ses débuts », constatait Jean-Paul II dans son encyclique *Redemptoris missio* (1990). Deux mille ans deux mille ans seulement. Au Rwanda, un siècle d'évangélisation déjà, un siècle seulement.

Anne PONCE

(1) Témoignages transmis par les Pères blancs.

REPÈRES

Un siècle de catholicisme

LES DÉBUTS DE L'ÉGLISE

1900 : la première caravane de missionnaires Pères Blancs arrive à Nyanza, capitale royale du Rwanda sous administration allemande. Ils souhaitent y établir une mission mais le pouvoir tutsi refuse. « Leur fut dit que, quelle que soit la religion qu'ils se fixeraient, il leur serait loisible d'enseigner leur religion aux Hutu et aux Twa, mais pas aux Tutsi. Ils furent par contre invités à fonder à Nyanza une école dans laquelle serait instruite la jeunesse tutsi. » (Lire *Le Catholicisme et la Société rwandaise, 1900-1962*, de Justin Kalibwami, Ed. Présence africaine)

1906 : premier poste de mission de Kabgayi, qui deviendra la capitale du catholicisme au Rwanda.

1917 : ordination des deux premiers prêtres rwandais.

CHIFFRES

On comptait en 1993 au Rwanda 24 congrégations masculines et une soixantaine de congrégations féminines.

DERNIÈRES NOUVELLES

Chris Mannion, conseiller général des Frères maristes, a disparu. Cet Anglais de 43 ans était parti au Rwanda fin juin pour obtenir la libération de deux maristes tutsi détenus par le pouvoir alors en place.

Le P. Paul Kesenne, prêtre diocésain d'origine belge, a été tué le 15 juillet alors qu'il se trouvait à 100 m de la frontière zaïroise. Il avait évacué sa paroisse avec ses ouailles.

« Amahoro », une radio pour la paix, a commencé à émettre. Elle est soutenue par les ONG de développement, les associations de défense des droits de l'homme, les Églises, les associations professionnelles, les syndicats et les associations paysannes du Rwanda. Depuis le Congo et l'Éthiopie (bientôt), elle diffuse des émissions en kinyarwanda.

Caritas est la seule organisation à travailler au sud du Rwanda avec la Croix-Rouge. Une antenne provisoire a été installée à Bujumbura (Burundi). Caritas fait parvenir quatre à cinq camions d'aide par semaine dans les diocèses du Sud (Kabgayi, Butare, Gikongoro).

Le Conseil œcuménique des Églises envoie une équipe à Kigali pour y rencontrer le gouvernement et évaluer les besoins humanitaires.

Rwanda Une quarantaine de pays ont accepté mardi à Genève de contribuer à un fonds d'urgence pour le Rwanda. Mais les besoins restent supérieurs aux subventions

LES PAYS DONATEURS MESURENT LEUR GÉNÉROSITÉ

Peut encore mieux faire : tel est le verdict prononcé par le responsable des opérations humanitaires de l'ONU à l'issue de la conférence réunissant mardi à Genève une quarantaine de pays, invités à contribuer à un fonds d'urgence pour le Rwanda. « La communauté internationale a agi généreusement mais je crois qu'il faudra être encore un petit peu plus généreux », a ainsi estimé Ray Wilkinson, le responsable humanitaire de l'ONU. L'appel lancé à Genève par les Nations Unies a permis de recueillir 430 millions de dollars (2,34 milliards de francs français). Sur cette somme, 137 mil-

lions de dollars seront consacrés aux opérations humanitaires de l'ONU, le reste des fonds récoltés étant destiné à d'autres organisations humanitaires comme la Croix-Rouge. Mais l'exode vers le Zaïre et les épidémies ont brutalement augmenté les besoins de l'ONU qui a revu à la hausse ses prévisions, estimant désormais que 437 millions de dollars seront nécessaires d'ici à la fin de l'année pour faire face à une situation qualifiée d'« infernale » par un haut responsable onusien à Genève.

En réalité, toutes les organisations humanitaires présentes au Rwanda ou à la frontière zai-

roise sont confrontées à une pénurie de ressources financières face à l'ampleur de la tragédie. La semaine dernière, l'Action internationale contre la faim (AICF) a ainsi lancé un appel pour collecter 20 millions de francs pour couvrir ses besoins au Rwanda. De son côté, Médecins sans frontières (MSF), qui a investi 10 millions de francs français par semaine au plus fort de l'épidémie de choléra, met en garde contre les menaces encore à venir : « Pour les trois prochains mois, la prise en charge d'un groupe de 200 000 réfugiés nécessitera environ 10 millions de francs français. Mais cette estimation ne

tient pas compte de nouvelles menaces d'épidémies ou de nouvelles urgences. Or, d'ores et déjà, se profilent les risques de famine. Une catastrophe supplémentaire à laquelle les organisations humanitaires ne pourront pas faire face toutes seules », estime un responsable de MSF, qui souhaite que les États s'investissent de manière plus conséquente pour augmenter l'aide alimentaire indispensable.

Dans un avenir plus immédiat, la zone humanitaire sûre (ZHS) placée sous protection française dans le sud-ouest du Rwanda devrait être démantelée et placée sous contrôle de

l'ONU après le 22 août, date officielle du retrait des troupes françaises. Cette décision a été annoncée mardi à la suite d'un accord avec les nouvelles autorités rwandaises qui auraient accepté que les forces du Front patriotique rwandais (FPR) entrent sans armes dans cette zone. La Minuar, la mission de l'ONU au Rwanda, qui devra veiller à ce que le périmètre de la ZHS soit respecté, sera renforcée par des contingents militaires africains, notamment sénégalais, qui ont déjà participé à la mise en place de cette zone. Le nouveau gouvernement rwandais, qui avait été un temps retenu à l'égard des contingents

ayant assisté l'armée française, ne ferait alors désormais plus d'objections à leur présence. Cette perspective permettrait-elle d'éviter un nouvel exode de populations vers le Zaïre après le retrait français ? L'ensemble des acteurs humanitaires présents sur le terrain le craignent et tentent d'encourager les réfugiés à rentrer chez eux en installant des relais sur la route du retour. Mais en attendant, à Goma, l'asile humanitaire commence à accueillir des convalescents. mardi, des soldats zairais ont pillé une partie de cette aide destinée aux réfugiés.

Marie MALAGARDIS

Consommation Le service de la répression des fraudes publie son rapport annuel, un florilège d'abus, au moment où certains commerçants indécents attendent le touriste

HISTOIRES DE TORCHONS DÉGUISÉS EN SERVIETTES

Monsieur contemple dépité la ridicule portion de poisson qu'accompagnent des carottes vichy. En fait de cabillaud, c'est du colin d'Alaska. Madame est déçue : les plantureuses coquilles Saint-Jacques surgelées qu'elle a amoureusement mitonnées se sont littéralement évaporées dans la poêle. Plus de 40 % des prélèvements réalisés sur les poissons et les crustacés ont révélé une teneur excessive en eau destinée à augmenter artificiellement le poids.

Les carottes pourtant pompeusement vendues à l'étalage comme venant des « sables de Créances », dans la Manche, sont insipides. Sept tonnes de racines bataves vaguement orangées et dopées aux nitrates ont été démasquées, ainsi que des prunes ibériques se targuant d'être françaises pour appâter le chauvinisme de la ménagère.

Les investigations des 4 000 limiers de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) qui vient de publier son rapport annuel, ont permis de confondre les torchons déguisés en serviettes. Plus de 500 000 enquêtes ont été réalisées en 1993 portant sur la sécurité, la qualité, la concurrence et la consommation. Faux soldes, discriminations abusives, publicités mensongères sont traqués par les chevaliers blancs de l'appellation contrôlée et les gardiens de la chaîne du froid.

Vulgaires patates et petit chèvre

Voyage en Chine, petits caudeux ou valise de billets offerts par les laboratoires pharmaceutiques aux médecins ont parfois un effet fâcheux sur l'allonge-

ment des ordonnances et partant sur le creusement du déficit de la Sécurité sociale. Une douzaine d'affaires de ce type ont été transmises aux tribunaux.

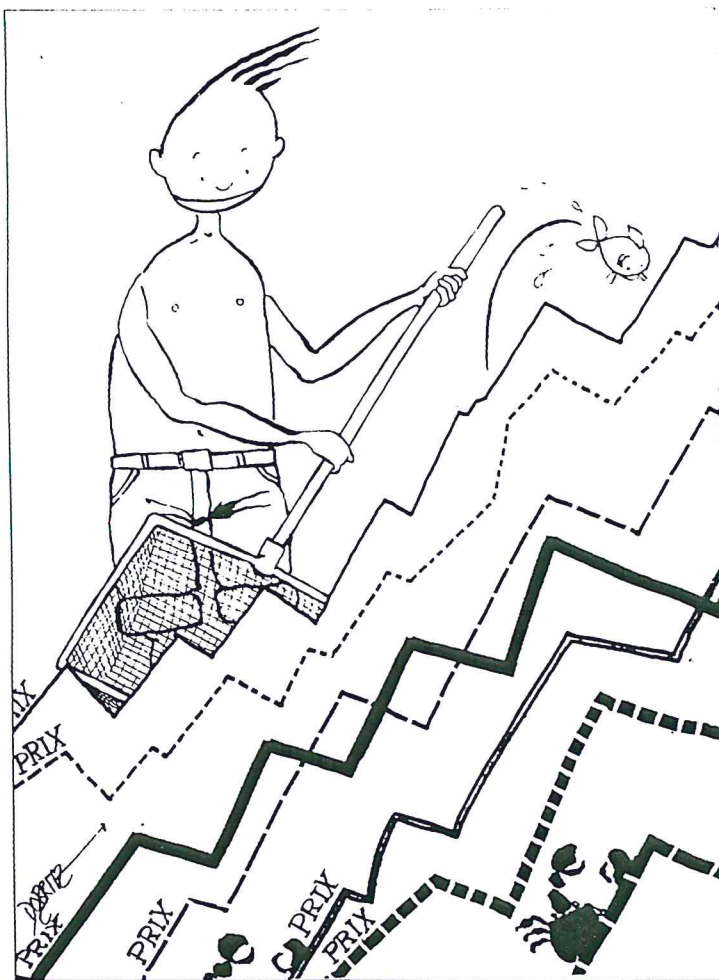
Pendant ce temps, pour faire passer sa kyrielle de gellules, Monsieur se verse une rasade de vin. Las, l'acide tartrique ne suffit pas à faire de cette piquette ce qu'annonce son étiquette. Deux marchés parallèles de faux grands crus usurpant le prestige des pomard, gevrey chambertin et autres chablis pour un total de près de 1,5 million de bouteilles ont été démantelés.

Restés sur leur faim, Monsieur et Madame décident de se rendre au restaurant. Mais derrière les périphrases ampoulées et les intitulés emphatiques de la carte, l'ersatz les guette. Habillées en robe des champs, de vulgaires patates tentent de se faire passer pour des « belles de Fontenay », le petit chèvre de la bergerie lambda est anobié avec particule en « crottin de Chavignot », le crabe de la salade est en fait un bâtonnet caoutchouteux aromatisé.

Courage cependant : contrôles et sanctions commencent à porter leurs fruits ! Les restaurants d'autoroute, de sinistre réputation, ont vu leur taux d'infraction divisé par dix, tombant ainsi à 2,5 %.

Le lendemain matin, le fait que son canapé-lit ne soit pas véritablement « tout cuir » — comme près de 40 % de ces articles testés — n'ayant pas troublé son sommeil, Monsieur prend sa douche. Comme cette histoire est un peu tirée par les cheveux, il décide de se les sécher. Son sèche-cheveux se transforme en lance-flammes.

Pour atténuer l'odeur de grillade porcine, Monsieur s'as-



perge de « Drakar noir » acquis à vil prix... À partir du marché de Malakoff (Hauts-de-Seine), les inspecteurs de Bercy ont remonté une filière sur le point d'écouler 800 000 flacons de parfums contrefaits. Les 93 pro-

cédures engagées en la matière protègent davantage les marques que les consommateurs, pour dupes de prix dérisoires pour des griffes aussi prestigieuses.

La DGCCRF conseille de se

méfier des trop bonnes affaires, des produits sans marque et de privilégier les matériels porteurs de la marque NF. Outre les sèche-cheveux lancés, flammes, les tests en laboratoire ont permis de retirer de la vente des

fers à repasser dont la semelle fond si on oublie de les débrancher. 60 000 luminaires halogènes d'extérieur, chirox, qui explosent sous la pluie. Autre bête noire du service des fraudes : les buts mobiles de handball ou de basket-ball à l'origine de plusieurs accidents mortels et qui équipent encore 30 % des terrains de sport.

Mais là aussi les choses s'améliorent, les accidents domestiques sont en baisse de 10 %. La DGCCRF encourage les fabricants à pratiquer l'auto-contrôle de leurs produits. Une pratique préventive que la direction de la concurrence ne peut assumer sans courir le risque de s'épingler elle-même pour concurrence déloyale vis-à-vis des laboratoires privés, ou de diversification abusive d'un monopole public comme elle l'a reproché à EDF-GDF.

Quant à Monsieur et Madame, ils partent ce soir en vacances. Ils ne sont pas pour autant au bout de leurs déconvenues tant le touriste reste une proie rêvée pour le fraudeur. Lancée en juin, l'opération interministérielle vacances s'est traduite par le contrôle de près de 10 000 établissements, débouchant sur 2 000 avertissements et plus de 600 procès-verbaux. C'est ainsi qu'un hôtel de la Manche, dont la direction avait facturé deux fois le petit déjeuner à 48 vétérans américains, a été lourdement verbalisé. A nos libérateurs, avec notre meilleur souvenir.

Antoine BUSSY

La DGCCRF met à disposition jusqu'à fin août un numéro vert, 06.12.05.12 pour tout problème de consommation.